- la division de la basse fréquence
- la division de la haute fréquence.

Art. 10. — Le service de la télévision comprend :

- la division du journal télévisé
- la division des programmes
- la division de la basse fréquence
- les divisions des hautes fréquences.

Art. 11. — Le directeur général du service de l'information, les directeurs des radiodiffusions et de la télévision sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition du ministre de l'information.

Art. 12. — Les chefs de division sont nommés par arrêté du ministre de l'information.

Art. 13. — Le présent décret ne déroge en rien aux dispositions du statut de l'établissement national des éditions du Togo qui reste placé sous la tutelle du ministre de l'information.

Art. 14. — Le ministre de l'information est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 août 1973

Général E. Eyadema *FCW*

DECRET N° 73-157 du 16 août 1973 portant nomination d'un conseiller à la cour suprême.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances nos 1 et 15 des 14 janvier 1967 et 14 avril 1967;

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu la loi n° 64-11 du 31 octobre 1964 relative à l'organisation de la cour suprême;

Sur proposition du président de la cour suprême;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — M. De Volontat Jacques, magistrat de l'assistance technique française, mis à la disposition du gouvernement togolais, est nommé conseiller à la cour suprême, en remplacement de M. Mabilat Pierre.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 16 août 1973

Général E. Eyadema

DECRET N° 73-158 du 21 août 1973 fixant la composition du Gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967;

DECRETE :

Article premier. — Le Gouvernement de la République togolaise est ainsi composé à compter du 21 août 1973 :
Général Etienne Eyadema — Président de la République, ministre de la défense nationale

Lieutenant-Colonel Albert Djafalo Alidou — Ministre de la santé publique et des affaires sociales.

Joachim Hunlede — Ministre des affaires étrangères

Alex Mivador — Ministre des travaux publics, des transports, des mines et des postes et télécommunications

Chef de Bataillon Janvier Chango — Garde des sceaux, ministre de la justice

Benoît Malou, ministre de l'éducation nationale

Jean Tèvi — Ministre du commerce et de l'industrie

Nanamalé Gbegbeni — Ministre de la fonction publique et du travail

Mathieu Koffi — Ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique

Joseph Bagna — Ministre de l'intérieur

Edouard Kodjo — Ministre des finances et de l'économie

Sajbou Dermane Fofana — Ministre de l'économie rurale

Henri Dogo — Secrétaire d'Etat auprès du président de la République chargé du plan

Michel Eklo — Secrétaire d'Etat auprès du président de la République chargé de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 août 1973

Général E. Eyadema *FCW*

DECRET N° 73-160 du 4 septembre 1973 portant nomination de représentants de la République togolaise auprès d'organismes financiers internationaux.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Vu la loi n° 62-11 du 15 mai 1962 relative à l'admission de la République togolaise au fonds monétaire international et à la banque internationale pour la reconstruction et le développement;